

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 13 mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES TAVANO SA

Rue des Aulnays
72700 Spay

Références : 2025- 199_INSP_RAP_BD_TAVANO CARRIERES SA
Code AIOT : 0006300713

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement CARRIERES TAVANO SA implanté La Coyère - L'Enfournoire 72700 Spay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES TAVANO SA
- La Coyère - L'Enfournoire 72700 Spay
- Code AIOT : 0006300713
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée jusqu'en 2049 par arrêté préfectoral du 26 juillet 2019 pour lequel les prescriptions ont été complétées par un APC du 05 octobre 2021. L'exploitation correspond à l'extraction de sables et graviers par une mise hors eau des argiles (rabattement de la nappe) et un

enlèvement sélectif de ces dernières à la pelle mécanique. La production maximale annuelle autorisée est de 150 000 tonnes, correspondant à un rythme normal d'exploitant du gisement. Un dépassement annuel limité à 207 000 tonnes maximum est autorisé sur une période limitée et pour des niveaux d'activités exceptionnels.

Thèmes de l'inspection :

- impacts visuels
- poussières
- eaux de surface
- eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 5 | Plan exploitation | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 2.10 | Demande d'action corrective | 9 mois |
| 6 | Impact visuel | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 4.1.2 | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 12 | Effluents | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.3.2 | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 13 | Plan circuit eaux | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.3.3 | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 14 | Eaux de procédés | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.4.3 | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 16 | Aménagement s des points de prélèvements | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.4.8 | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 17 | Plan d'eau | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.5 | Demande d'action corrective | 12 mois |
| 20 | Pollutions accidentelles | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 10.2 | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 21 | Surveillance hydraulique | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 10.4.3 | Demande d'action corrective | 12 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------------------|---|-------------------|
| 1 | Bornage | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 3.1.2 | Sans objet |
| 2 | Accueil des tiers et particuliers | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 3.2.4 | Sans objet |
| 3 | Impact visuel | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 4.1.2 | Sans objet |
| 4 | Poussières | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 6.3 | Sans objet |
| 7 | Milieus naturels | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 4.3 | Sans objet |
| 8 | prélèvements eaux | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------|---|-------------------|
| | | article 7.2.1 | |
| 9 | eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.2.2.1 | Sans objet |
| 10 | eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.2.2.2 | Sans objet |
| 11 | prévention du risque inondation | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.2.4 | Sans objet |
| 15 | effluents | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.4.6 | Sans objet |
| 18 | eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.6.1 | Sans objet |
| 19 | eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.6.1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit prendre en compte les dispositions correctives concernant les hauteurs des stocks de matériaux commercialisables pour s'assurer de limiter les impacts visuels.

Le plan d'exploitation et un schéma du circuit des eaux devront être complétés pour permettre de visualiser, comprendre et suivre la gestion de l'exploitation.

Un dispositif est à prévoir pour permettre de stopper l'alimentation des eaux de procédés en cas d'accident ou d'incident et des points de prélèvements, notamment les piézomètres devront être aménagés afin de garantir leur sécurité.

L'extraction de matériaux étant réalisée dans le lit majeur de la "Sarthe", l'exploitant doit réaliser une étude sur le comportement hydraulique du cours afin de vérifier l'absence d'impact des travaux d'extraction par rabattement sur celle-ci.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bornage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 3.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Bornage |
| Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none"> - des bornes en tous points nécessaires pour identifier le périmètre de l'autorisation et au minimum une borne de nivellement ; - un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté. » |
| Constats : - <u>rappel des constats de la visite d'inspection du 16 juin 2020 :</u> L'exploitant a fourni un relevé des bornages, réalisé par un géomètre. Ce bornage est présenté sous la forme de multiples plans, non orientés. Il est demandé à l'exploitant de fournir un seul et même plan, sur lequel apparaît l'ensemble des bornes définissant le périmètre d'autorisation, la borne de nivellement |

| |
|---|
| <p><u>Constat de la visite du 17 avril 2025 :</u></p> <p>Sur le plan d'exploitation, apparaissent les bornes de limite d'autorisation représentées par des points noirs sur le contour ainsi que la borne de nivellement (au coin du local (bureau). Ces éléments ne sont pas indiqués dans la légende.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'indiquer dans la légende du plan d'exploitant, les bornes de limite d'autorisation et la borne de nivellement (cf point n° 5 - plan d'exploitation)</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : Accueil des tiers et particuliers

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 3.2.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Accueil des tiers et particuliers</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de circulation implanté au début de chaque voie permet d'identifier les voies de circulation internes respectives.</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite d'inspection du 16 juin 2020 :</u></p> <p>Le plan de circulation est perfectible sur les indications de trajets que doivent effectuer les particuliers ou les poids-lourds.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'améliorer le plan de circulation, pour y intégrer le parcours fléché, avec la légende y afférant, permettant d'indiquer aux personnes extérieures au site, le cheminement à suivre.</p> <p><u>Constat de la visite d'inspection du 17 avril 2025 :</u></p> <p>Le plan de circulation existe. Deux entrées et deux parcours sont fléchés, séparant l'entrée et le cheminement des poids lourds et des véhicules légers pour arriver à la bascule. À l'extérieur de la carrière et à chacune des entrées, un panneau d'affichage indique aux personnes extérieures le chemin à prendre pour accéder à la carrière sans danger.</p> <p>L'exploitant respecte la prescription.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Impact visuel

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 4.1.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Impact visuel</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pendant la 1ère phase d'exploitation, des haies arborées et buissonnantes sont plantées sur la bordure sud-est du périmètre de l'autorisation. L'ensemble du site visible de l'extérieur est entouré de végétations naturellement présentes et de haies régulièrement entretenues.</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite du 16 juin 2020 :</u></p> <p>L'exploitant a indiqué que le contexte sanitaire actuel avait empêché la plantation des haies arborées et buissonnantes durant les mois de mars et avril. La prestation, réalisée par l'entreprise HUAULT, est prévue d'être réalisée durant l'automne 2020.</p> <p>Par ailleurs, une nouvelle haie à d'ores et déjà été plantée lors du remplacement de la clôture en limite Est.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre tout justificatif de plantations des haies sur la</p> |

bordure sud-est, dès réalisation de celles-ci.

Constat de la visite du 17 avril 2025 :

L'inspection constate que la haie arborée et buissonnante a été plantée sur la bordure sud est du périmètre d'autorisation. La haie est localisée sur le plan d'exploitation actualisé au 20 décembre 2024.

L'exploitant respecte la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 6.3

Thème(s) : Risques chroniques, bilan des mesures de poussières

Prescription contrôlée :

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base des conditions météorologiques, de l'activité et de l'évolution de l'installation.

Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Constats :

Constat de la visite du 16 juin 2020 :

Selon l'article 19.3 de 22 septembre 1994 « « En ce qui concerne le contrôle des niveaux d'empoussièrement, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. »

Les vents dominants sont orientés principalement Nord-Est / Sud-Ouest. Une jauge relative à l'empoussièrement au sud-est du site est à mettre en place.

L'inspection demande à l'exploitant de modifier le plan de surveillance des émissions de poussières dans l'environnement, en remplaçant les ouvrages de prélèvement (plaquettes) par des jauges OWEN et en explicitant les modalités d'implantation de celles-ci et leur efficacité (suffisance du nombre de jauges, implantation judicieuse...), et en particulier afin d'intégrer a minima une 4ème jauge permettant d'apprécier l'empoussièrement au sud-ouest du site.

L'inspection demande à l'exploitant d'avoir un regard critique, et dresser un bilan après chaque campagne, quant aux résultats de ces mesures, résultats nécessitant d'être corrélés aux conditions météorologiques (vents, températures, précipitations).

Constat de la visite du 17 avril 2025 :

L'exploitant a transmis à l'inspection le bilan annuel des suivis des retombées de poussières annuelles concernant les rejets de poussières pour 2022 et 2023 et l'évolution des moyennes annuelles glissantes des mesures réalisées de septembre 2020 à décembre 2024.

Les campagnes de mesures sont réalisées tous les trimestres.

Le plan de surveillance a été modifié pour remplacer les ouvrages de prélèvements (plaquettes) par des jauges OWEN, justifie les modalités d'implantation de celles-ci et leur efficacité (suffisance du nombre de jauges, implantation judicieuse...). Une 4ème jauge a été implantée permettant d'apprécier l'empoussièrement au sud-ouest du site.

Les résultats sont comparés à la valeur objectif de 500 mg/m²/jour fixé par l'AM du 22 septembre 1994 modifié.

Depuis la première campagne de 2020 jusqu'à la fin 2023, les concentrations aux 4 points de mesures sont toutes inférieures au 500 mg/m²/jour et les moyennes annuelles glissantes pour tous les points sont toutes en dessous de la valeur des 500 mg/m²/jour.

En 2024, les teneurs en poussières mesurées respectent les seuils à l'exception du point C1 (station située à la limite d'emprise ouest du site) qui présente des teneurs très élevées pour le deuxième, troisième et quatrième trimestre 2024 atteignant respectivement 575, 71 ; 771,36 et 3 381,56 g/m²/jour pour une moyenne annuelle de 1 195,78 g/m²/jour.

L'exploitant explique que ces fortes teneurs recueillies au point de mesure C1 pourraient provenir en partie des poussières recueillies des entreprises « LE BATIMANS » (transit de matériaux) ou « DIVARE » (concassage mobile) situées juste à l'Ouest du point de mesure, mais pourrait également être lié à un acte de malveillance par des personnes s'introduisant sur le site malgré la présence de clôtures.

L'exploitant indique avoir déplacé le point de mesure C1 en respectant les modalités d'implantation.

Lors de la visite, l'inspection vérifie les résultats de la dernière campagne réalisée au premier trimestre 2025. les résultats des mesures sur l'ensemble des points respectent les seuils. Sur le point C1, la teneur est de 40,29 g/m²/jour.

Au vu de ces éléments, l'inspection considère que les mesures sur le point C1 réalisées au deuxième, troisième et quatrième trimestre 2024 ne sont pas représentatives.

L'exploitant respecte la prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un plan indiquant la nouvelle implantation du point C1, de mener une campagne de mesures des retombées de poussières en mai 2025 et de transmettre les résultats à l'inspection. Si les résultats sont inférieurs au seuil des 500 mg/m²/jour, un aménagement de la fréquence des mesures pourra être demandé selon l'article L512-7-3 du code de l'environnement en justifiant des circonstances locales (passage à des mesures semestrielles).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 2.10

Thème(s) : Risques chroniques, Plan

Prescription contrôlée :

Chaque année, l'exploitant établit un ou plusieurs plans orientés, d'échelle adaptée à la superficie de l'installation et clairement lisibles.

Sur ces plans sont reportés :

- les dates de levée,
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m,
- l'emplacement des bornes (y compris la borne de nivellement),
- les bords de la fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation,-
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître les côtes bathymétriques pour chacun des bassins,
- les zones remises en état,
- la position de tous ouvrages ou équipements dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, sur le site et dans son voisinage immédiat,- la position des clôtures,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones exploitées et remises en état,
- les zones exploitées en cours de réaménagement,

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - les zones de stockage des déchets inertes d'extraction, - les futures zones à exploiter, - les zones particulières de préservation écologique, - la localisation des installations (traitement des matériaux, bassins de décantation, atelier, aire de ravitaillement, ...) et des stockages de matériaux, - la localisation des pistes et des accès, les voies d'accès et chemins menant à la carrière,- - les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière. <p>Un exemplaire de ce ou ces plans est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le plan d'exploitation actualisé au 20 décembre 2024.</p> <p>Des informations ne sont pas représentées sur le plan et ou sur la légende, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter - l'emplacement des bornes y compris la borne de nivellement (ne sont pas indiqués dans la légende) - les informations relatives aux ouvrages ou équipements dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, sur le site et dans son voisinage immédiat (poteaux et lignes aériennes électriques notamment) - les distances limites et zones de protection (bande de 10 m et 50 mètres de la bordure de la Sarthe) - la position des clôtures - les cours d'eau limitrophes à la carrière - la voie d'accès à la carrière <p>Sur le plan, les zonages des entités (plans d'eau, bassins de décantation, zones boisées, zones de préservation écologique) ne sont pas identifiables. Les stocks de matériaux extraits commercialisables ne sont pas différenciés des stocks de matériaux de négoce. Au nord ouest de la zone des boues de décantation, le plan n'est pas à jour concernant une zone qui n'est plus extraite et qui à ce jour a été remise en état.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas la prescription.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant, dans le cadre de la réactualisation 2025 du plan d'exploitation, de le compléter et de le mettre à jour de façon à ce que tous les éléments listés dans la prescription apparaissent. Les noms des plans d'eau doivent apparaître. Une légende précise et complète doit permettre d'interpréter les représentations du plan. L'exploitant peut produire plusieurs plans pour des questions de lisibilité.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 9 mois</p> |

N° 6 : Impact visuel

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 4.1.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Impact visuel</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour limiter l'impact visuel de la carrière, les mesures suivantes sont mises en œuvre : « les stocks de matériaux de découverte et de stériles d'exploitation, ainsi que les stocks de matériaux commercialisables sont limités à une hauteur de 4 m. » Des merlons sont créés à proximité des habitations de l'Enfournoire (3 mètres de hauteur) et le long du Buard (2 mètres de hauteur) et</p> |

| |
|--|
| servent aussi d'écran sonore. |
| Constats : Lors de la visite, visuellement, l'inspection considère que les stocks de matériaux destinés à la commercialisation après traitement dépassent une hauteur de 4 mètres de haut. Deux merlons sont identifiés : l'un à proximité des habitations de l'Enfournoire et l'autre le long du Buard. Visuellement, l'inspection considère que la hauteur de chaque merlon respecte respectivement 3 et 2 mètres. L'exploitant ne respecte pas la prescription concernant la hauteur des stocks de matériaux commercialisables. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de vérifier la hauteur des stocks de matériaux commercialisables ainsi que les hauteurs des deux merlons par un relevé topographique. L'exploitant prend les dispositions correctives nécessaires pour respecter les hauteurs des stocks de matériaux commercialisables. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 7 : Milieux naturels

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 4.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Milieux naturels |
| Prescription contrôlée : L'exploitant veille à la bonne gestion des mesures et en assure le suivi dont il rend compte au comité de suivi de la carrière. Au besoin, l'exploitant peut recourir aux services d'un organisme ou d'une as- sociation compétent (e) et reconnu (e) » |
| Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de gestion écologique pour la mise en œuvre des mesures ERCA pour l'année 2024 conduites par la LPO Sarthe qui n'appelle pas de remarques particulières. Depuis 2019, l'exploitant indique que le suivi des mesures est assuré par la LPO Sarthe qui intervient une fois par mois sur le site afin d'appuyer techniquement l'exploitant dans la conduite des mesures à mettre en œuvre. En l'absence de demandes des riverains, le comité de suivi de la carrière ne s'est jamais réuni. L'exploitant respecte cette prescription |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : prélèvements eaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, origine des approvisionnements en eau |
| Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection le bilan du suivi des volumes d'eau prélevés pour les années |

| |
|---|
| <p>2023, 2024 et 2025. Les prélèvements sont supérieurs à 100 m³/jour. Les résultats des mesures sont consignés dans un tableau. Les mesures sont journalières. Les prélèvements sont réalisés dans le plan d'eau de la Coyère. L'eau est pompée à l'aide de deux pompes. L'une d'elle est munie d'un variateur qui permet de limiter le prélèvement au volume d'eau nécessaire. L'eau prélevée est utilisée pour le rabattage des poussières et le traitement des matériaux. L'eau utilisée pour les sanitaires et le lavage des camions provient du réseau AEP. L'exploitant tient à jour un tableau de bord et de suivi des volumes d'eau prélevés.</p> <p>L'exploitant respecte la prescription.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre à l'inspection le bilan des volumes prélevés pour l'année 2024, la copie du tableau de bord du suivi des prélèvements de l'eau et plus largement le tableau de bord du suivi de l'exploitation.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 9 : eaux souterraines

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.2.2.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, durée de campagne (rabattement de nappe)</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rabattement de nappe reste temporaire et s'effectue par campagne de 4 mois maximum. Chaque campagne doit être espacée d'au moins 4 mois de la précédente pour permettre à la nappe de retrouver son niveau piézométrique « zéro ». L'exploitant s'assure que le niveau piézométrique est normal avant de redémarrer une nouvelle campagne d'extraction avec rabattement de nappe.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les résultats des bilans semestriels (en période de basses eaux et de hautes eaux) des 4 piézomètres pour les années 2023 et 2024, confiés au bureau d'études TERRAQUA depuis octobre 2019.</p> <p>Concernant les rabattements pour 2023 et 2024, l'inspection constate que le niveau piézométrique est normal avant de redémarrer une nouvelle campagne d'extraction avec rabattement de nappe.</p> <p>4 campagnes de rabattement de la nappe ont eu lieu depuis 2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - entre le 15 juin et le 26 juillet 2020 - entre le 30 août et le 20 décembre 2021 - entre le 06 septembre et le 23 décembre 2022 - entre le 03 juin et le 09 octobre 2024 au cours de laquelle l'exploitation a été fermée deux semaines en août pour congés. <p>Les campagnes ont toutes été réalisées sur une période n'excédant pas quatre mois et espacées de plus de 4 mois entre elles.</p> <p>L'exploitant respecte la prescription.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 10 : eaux souterraines

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.2.2.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, suivi piézométrique accru</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les six mois, une campagne de relevé des niveaux piézométrique est réalisée, et a minima en période de hautes et basses eaux. Durant les campagnes de rabattement de nappe, le suivi</p> |

| |
|---|
| <p>piézométrique doit être réalisé de façon hebdomadaire".</p> <p>L'exploitant définit un piézomètre qui est considéré comme référence pour les campagnes de rabattement de nappe. Celui-ci est choisi pour son caractère pérenne considérant l'activité d'extraction pour la durée d'autorisation et cohérent avec les fluctuations inhérentes à l'activité de rabattement de nappe".</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les résultats des suivis des relevés des niveaux piézométriques pour les 4 piézomètres et le puits du Port au Liard pour les années 2023 et 2024.</p> <p>L'inspection constate que les niveaux piézométriques sont comparés avec les niveaux piézométriques du piézomètre de référence BSS000ZUZP localisé à Allonnes et les précipitations journalières de la station météorologique d'Arnage. Le seuil de fluctuation du niveau de la nappe ne dépasse pas le seuil du piézomètre de référence.</p> <p>Tous les six mois, une campagne de relevé des niveaux piézométrique est réalisée, en période de hautes et basses eaux pour les 4 piézomètres par le bureau d'études TERRAQUA. Le suivi des relevés des niveaux piézomètres du puits du Port au Liard est assuré mensuellement par l'exploitant.</p> <p>Durant les campagnes de rabattement de nappe, le suivi piézométrique est réalisé de façon hebdomadaire par l'exploitant sur les 4 piézomètres et le puits du Port au Liard</p> <p>L'exploitant respecte cette prescription .</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 11 : prévention du risque inondation

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.2.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, prévention risques inondation</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site étant implanté en zone inondable pour partie, l'exploitant met en œuvre, sur les parcelles concernées par le plan de prévention des risques naturels inondation (PPRNI), toutes les dispositions permettant d'empêcher tout entraînement de pollution en cas de crue du cours d'eau, la Sarthe, en évitant le stockage de, notamment : • les déchets, • les huiles et hydrocarbures, • de manière générale, tout entreposage ou tout équipement susceptible d'émettre des substances dangereuses par ruissellement des eaux</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les déchets, les huiles et hydrocarbures, l'entreposage et les équipements susceptibles d'émettre des substances dangereuses par ruissellement des eaux se situent au rez de chaussée de l'atelier à l'entrée de la carrière. L'atelier est pourvu d'un étage et d'un monte charge, adapté pour le portage de gros volumes. En cas d'inondation, les éléments stockés au rez de chaussée peuvent être transportés et entreposés hors eaux.</p> <p>L'exploitant respecte la prescription.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 12 : effluents

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.3.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, entretien et surveillance des effluents liquides</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables et résister dans le temps aux actions physiques des effluents. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état. Un système permet l'isolement des réseaux d'effluents</p> |

| |
|---|
| de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. |
| Constats : Lors de la visite, l'exploitant indique qu'il n'existe pas de dispositif spécifique mis en place pour isoler les réseaux d'effluents de l'établissement par rapport à l'extérieur. En cas de problème, l'utilisation d'absorbants et la pose de boudins sur les plans d'eau sont prévues. En cas d'incident ou d'accident, les pompes sont arrêtées manuellement. L'exploitant ne respecte pas la prescription. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant d'installer un dispositif permettant d'isoler les réseaux d'effluents de l'établissement par rapport à l'extérieur en cas d'incident ou d'accident. Ce dispositif devra être maintenu en bon état de fonctionnement, signalé et actionnable en toute circonstance localement. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sera défini par une consigne claire. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 13 : Plan circuit eaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.3.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, plan circuit des eaux |
| Prescription contrôlée : Un plan ou schéma présentant les circuits des eaux sur le site sera établi et tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce document permettra d'identifier jusqu'au point de rejet, les différents équipements présents (point de prélèvement, disconnecteur, dispositif de traitement, décanteur, séparateur à hydrocarbures, aire de collecte spécifique, fossé ou égout de collecte, point de rejet, équipement de mesure présent) sur le circuit des eaux prélevées et utilisées (ruissellement, exhaure, ...). |
| Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection un tracé des chemins de décantation des rejets d'eau sale, superposé sur le plan d'exploitation ainsi qu'un schéma succinct des réseaux d'eau réalisés à mains levées. Sur ces schémas, n'apparaissent pas la localisation des équipements et les points de prélèvement, dispositif de traitement, décanteur, séparateur à hydrocarbures, aire de collecte spécifique, fossé ou égout de collecte, point de rejet, équipement de mesure présent) le sens de circulation des eaux prélevées et utilisées. L'exploitant ne respecte la prescription. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de fournir un plan ou schéma synoptique répondant aux éléments définis dans la prescription réglementaire. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 14 : eaux de procédés

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.4.3 |
|--|

| |
|--|
| Thème(s) : Risques chroniques, eaux de procédés des installations |
| Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du périmètre autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation est prévu en cas de rejet accidentel. |
| Constats : Le circuit de recyclage des eaux de procédés ne dispose pas de dispositif d'arrêt d'alimentation en cas de rejet accidentel ou de pollutions. L'exploitant ne respecte pas la prescription. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un dispositif permettant de stopper l'alimentation des eaux de procédés en cas d'incident ou d'accident (disconnecteur par exemple). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 15 : effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.4.6

Thème(s) : Risques chroniques, eaux de nettoyage

Prescription contrôlée :

Les eaux sur l'emprise de l'établissement, et en particulier les bassins d'eau, présentent, a minima, les caractéristiques ci après définies :

| Paramètre | Caractéristiques |
|---|--|
| Coordonnées PK et coordonnées Lambert | Coordonnées précises de chaque bassin, à indiquer par l'exploitant |
| Nature des effluents | Eau de la nappe alluviale ou eau utilisée dans le process de traitement, à préciser par l'exploitant |
| Température des effluents | Inférieure à 30 °C |
| pH | Compris entre 5,5 et 8,5 |
| Concentration maximale en MEST (matières en suspension totales) (norme NF T 90 105) | Inférieure à 35 mg/l |
| DCO (demande chimique en oxygène) (norme NF T 90 101) | Inférieure à 125 mg/l sur effluent non décanté |
| HC (hydrocarbures) (norme NF T 90 114) | Inférieur à 10 mg/l |
| Modification de couleur du milieu récepteur | Inférieur à 100 mg/Pt/l |

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les paramètres MEST - DCO et HC, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

L'exploitant fait réaliser une fois par an, par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permet- tant de vérifier la conformité de chacun de ses bassins aux présentes dispositions. En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence des contrôles devient mensuelle jusqu'au retour à la normale.

L'exploitant s'assure à une fréquence a minima annuelle que la concentration en hydrocarbures

| |
|--|
| des eaux en sortie des séparateurs à hydrocarbures est inférieure à 10 mg/l avant nettoyage de l'équipement. Le résultat des analyses et le bilan quant à la conformité du rejet est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection les résultats du suivi qualitatif des eaux superficielles et du rejet du séparateur à hydrocarbures pour les années 2023 et 2024, établi par le bureau d'études TERRAQUA. Les campagnes de prélèvements sont effectuées dans les quatre plans d'eau : - le plan d'eau central - La Coyère, - le lagon bleu, - l'île aux mouettes et - l'enfournoire L'exploitant indique faire intervenir une entreprise spécialisée en octobre après chaque prélèvement pour le curage et nettoyage du séparateur à hydrocarbures. Les résultats d'analyse sont conformes aux seuils réglementaires. L'exploitant respecte cette prescription. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 16 : aménagements des points de prélèvements

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.4.8 |
| Thème(s) : Risques chroniques, aménagements des points de prélèvements |
| Prescription contrôlée : Chaque point de prélèvement (piézomètre, bassin, ouvrage de traitement...) est signalé par un panneau, sécurisé contre le risque de noyade dans le cas des bassins, et rendu accessible. Les points de prélèvement sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages. |
| Constats : Lors de la visite, l'inspection constate qu'un des quatre piézomètres n'est pas identifié par une plaque, ni signalé par un panneau et son capot de fermeture n'est pas cadenassé. La tête des sondages s'élève au moins à 0,5 mètres au dessus du terrain naturel. L'exploitant indique que les 3 autres piézomètres sont dans la même configuration. Des pancartes signalant le risque de noyade sont mis en place autour des plans d'eau mais certains d'entre eux ne sont plus très lisibles, les caractères s'étant effacés au fil du temps. L'exploitant ne respecte pas la prescription. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de signaler par un panneau la présence des piézomètres, d'identifier chacun d'entre eux par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration. Pour assurer leur sécurité, les capots des piézomètres doivent être cadenassés. L'exploitant doit s'assurer que les têtes de sondage des piézomètres situées en zones inondables sont étanches. Les pancartes dégradées signalant un risque de noyade doivent être remplacées par de nouveaux panneaux lisibles et installés de manière régulière autour des plans d'eau. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 17 : Plan d'eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, surveillance du niveau du plan d'eau |
| Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un relevé du niveau du plan d'eau de chaque bassin, dont celui créé par l'extraction, 2 fois par an, en période de basses eaux et en période de hautes eaux. Ces relevés font l'objet d'un enregistrement sur une période décennale. Ces évaluations peuvent intervenir sur la base d'une échelle limnimétrique à mettre en place ou tout autre moyen équivalent et réputé fiable par les scientifiques. Un bilan est réalisé tous les cinq ans sur les mesures de niveau de nappe pour garantir l'absence d'incidence des opérations de rabattement de nappe sur le comportement hydrologique local des nappes présentes au droit du site. |
| Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection les résultats des relevés semestriels du niveau des plans d'eau pour 2023 et 2024. Les relevés sont réalisés sur les plans d'eau la Coyère, de l'Enfournoire, du Lagon Bleu et de l'Ile aux Mouettes deux fois par an (en période de basses eaux et de hautes eaux) et sont établis par le bureau d'études TERRAQUA. L'exploitant complète ces relevés par des relevés mensuels sur les plans d'eau des quatre bassins. Les résultats sont répertoriés dans un tableau de suivi mis à jour. L'exploitant indique ne pas avoir réalisé à ce jour un bilan concernant les mesures de nappe pour garantir l'absence d'incidence des opérations de rabattement de nappe sur le comportement hydrologique local des nappes présentes au droit du site. L'exploitant ne respecte cette prescription. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de réaliser le bilan à 5 ans concernant les mesures de nappe pour garantir l'absence d'incidence des opérations de rabattement de nappe sur le comportement hydrologique local des nappes présentes au droit du site, conformément à la prescription réglementaire. Ce bilan est établi en articulation avec la réalisation de l'étude sur le comportement hydraulique de « La Sarthe »(point 21) |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 12 mois |

N° 18 : eaux souterraines

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.6.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, réseau et programme de surveillance des eaux souterraines |
| Prescription contrôlée : Partie piézométrie : Le réseau de surveillance des eaux souterraines, de type piézométrique, se compose des ouvrages suivants : |

| Statut | N°BSS de l'ouvrage et coordonnées Lambert 93 | Localisation par rapport au site (amont ou aval - distance) | Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau | Profondeur de l'ouvrage |
|--------------------------------------|--|--|--|-------------------------|
| Piézomètres de la carrière existants | Pz 1 BSS003JDQO X : 489 182 Y : 6 761 996 | Sud du site à la frontière entre les parcelles AK 48 et AI 91 (Aval) | Aquifères superficiels GG 113 : Alluvions de la Sarthe GG 081 : Sables et grès du Cénomaniens sarthois libres et captifs | 14,30 m |
| | Pz 2 BSS003JDQS X : 488 716 Y : 6 761 806 | Extérieur du site, sur la parcelle AK 23 (Aval) | | 15,15 m |
| | Pz 3 BSS003JDRI X : 488 829 Y : 6 762 426 | Nord du site à la frontière entre la parcelle AI 48 et la future zone R1 (Amont) | | 18,70 m |
| | Pz 4 BSS003JDRM X : 489 173 Y : 6 762 655 | Nord-est du site à la frontière entre les parcelles AI 15 et AI 16 (Amont) | | 7,85 m |
| Puits privé hors périmètre | Puits du Port au Liard X : 488 338 Y : 6 761 358 | Sud-Ouest de la carrière, sur la parcelle AK 33 (Aval) | Aquifères superficiels GG 113 : Alluvions de la Sarthe | 3,78 m |

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection les éléments relatifs au réseau de surveillance des eaux souterraines pour les années 2023 et 2024. Les piézomètres Pz1, Pz3 et Pz4 implantés sur le phasage de l'exploitation ont été abandonnés et ont été substitués par de nouveaux piézomètres fin 2021.

L'exploitant respecte cette prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le plan actualisé du réseau de surveillance des eaux souterraines.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 7.6.1

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance - analyse de l'eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les mesures sont réalisées par un organisme compétent.

Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement. Les analyses qualitatives des eaux prélevées, réalisées une fois par semestre, portent, a minima, sur les paramètres suivants : Température, pH, Conductivité, MEST (matières en suspension totales), DCO (demande chimique en oxygène), indice hydrocarbures. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes, ou, le cas échéant, une carte permettant de constater du sens d'écoulement général de la nappe d'eau souterraine, à la date des prélèvements, avec une localisation des ouvrages de prélèvement.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection les résultats des suivis d'analyses qualitatives des eaux souterraines pour les années 2023 et 2024.

| |
|--|
| <p>Les analyses sont réalisées une fois par semestre (en période de basses eaux et de hautes eaux) par le bureau d'études TERRAQUA.</p> <p>L'historique des suivis qualitatifs des eaux souterraines complète le rapport dans lequel, à titre indicatif, les résultats d'analyses des prélèvements d'eau souterraine sont comparés aux valeurs limites à respecter pour les eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage) définies dans l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.</p> <p>Les teneurs en matières en suspension et la conductivité sont plus importantes en Pz4 et Pz3 et plus faibles en Pz1 et Pz2. Cette concentration est expliquée par les spécificités locales de nature du sous-sol. La DCO, dosée dans les eaux Pz3 et Pz4 met en évidence la présence de substances oxydables. Les indices hydrocarbures sont inférieurs à 0,05 mg/L.</p> <p>Les résultats n'appellent pas de remarques de l'inspection.</p> <p>L'exploitant respecte la prescription.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection propose à l'exploitant de ne pas faire référence dans les rapports des suivis qualitatifs établis par le bureau d'études aux valeurs limites définies dans l'AM du 22 septembre 1994 qui concernent uniquement les eaux superficielles et non souterraines. Il n'y a pas de limites fixées pour les eaux souterraines.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 20 : pollutions accidentelles

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 10.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, dispositif de rétention des pollutions accidentelles</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en utilisation normale ou en cas d'accident (rupture ou fuite de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses ou insalubres dans les égouts publics ou vers le milieu naturel, en particulier :</p> <p>I. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels ou sur une aire étanche équivalente. Les eaux et liquides ainsi collectés font l'objet d'un traitement préalable dans un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel. L'aire de lavage des engins est étanche et reliée à un débourbeur puis un séparateur à hydrocarbures.</p> <p>« Le dispositif de ravitaillement est équipé de pompes à arrêt automatique. Les flexibles de distribution ou de remplissage sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard 6 ans après leur date de fabrication. Il existe une surveillance lors du remplissage des réservoirs. »</p> <p>« III. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant. »</p> <p>« Aucun stockage de liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. »</p> <p>« Des moyens sont mis en œuvre pour vérifier leur niveau de remplissage, à tout moment, et empêcher notamment leur débordement en cours de remplissage. Au besoin, un dépassement de niveau haut déclenche une alarme. »</p> <p>« IV. Les rétentions doivent être correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Le fond des cuvettes de rétention sont maintenus propres et désherbés. »</p> <p>« Les opérations de vérification, d'entretien et de vidange des rétentions sont tracées. »</p> |

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantiers sont réalisés dans l'atelier près de l'entrée de la carrière. Une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permet la récupération des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux et liquides font l'objet d'un traitement préalable dans un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans un bassin de récupération des eaux pluviales utilisé en cas d'incendie.</p> <p>L'aire de lavage des engins est étanche et reliée à un débourbeur puis un séparateur à hydrocarbures.</p> <p>Des bidons de gros volumes contenant des produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux et du sol sont entreposés dans des bacs de rétention étanches de faible capacité alors que certains autres bidons, de faible volume sont entreposés dans des bacs rétention étanche de grande capacité.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas la prescription.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de modifier le stockage des bidons en associant les volumes de produits stockés à la bonne capacité de rétention ou de justifier du respect des prescriptions de sécurité (volume de produit / capacité de rétention).</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant de ne pas stocker ni entreposer dans le local situé au droit des installations de traitement des produits susceptibles de polluer les eaux d'essuyage des matériaux stockés.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 4 mois</p> |

N° 21 : Surveillance hydraulique

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 10.4.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, surveillance hydraulique</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait procéder aussi souvent que nécessaire, et au moins une fois tous les cinq ans avant le début d'une nouvelle phase d'exploitation, par une personne compétente, à une étude sur le comportement hydraulique de « La Sarthe », pour justifier de l'absence d'impact des travaux d'extraction par rabattement de nappe sur l'écoulement de celle-ci (régime, ampleur du lit...). Il communique cette étude à l'inspection des installations classées avec ses conclusions et ses propositions.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique être en début d'une nouvelle phase d'exploitation et qu'il n'a pas procédé à la réalisation d'une étude sur le comportement hydraulique de la Sarthe.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas cette prescription.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En début d'une nouvelle phase d'exploitation et le délai de 5 ans étant échu, l'inspection demande à l'exploitant de procéder à l'étude sur le comportement hydraulique de la Sarthe « pour justifier l'absence d'impact des travaux d'extraction par rabattement de nappe sur l'écoulement de celle-ci. La réalisation de cette étude est articulée avec l'établissement du bilan des mesures de la nappe »(point 17)</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 12 mois</p> |

